

Contribution Conférence nationale PCF.

Titre : Donner de l'espoir.

La situation sociale de notre pays est catastrophique et nous ne pouvons toujours pas mesurer les dégâts sociaux que provoquent et vont provoquer cette crise aux facettes multiples que nous traversons et dont l'issue est encore bien incertaine. Combien de millions de pauvres et combien encore vont tomber dans la misère? Combien de millions de chômeurs et de privés d'emplois avec des possibilités très réduites de sortir de situation désespérante? Quelles perspectives d'avenir sont offertes à la jeunesse qu'elle soit étudiante, scolarisée ou en formation professionnelle? Comment peut-on accepter que les retraité-e-s soient si mal traité-e-s, considéré-e-s comme autant de « boulets » pour la société? Quid de ces travailleurs véritables esclaves des plateformes numériques ? Quid des petits entrepreneurs, petits commerçants et des salariés des TPE qui ne survivront pas aux fermetures prolongées ? Quid du monde de la culture, des intermittents du spectacle artistes et techniciens, des salariés des salles de spectacles et de cinémas ? Quid de ceux et souvent celles qui sont placé-e-s en première ligne sans aucune reconnaissance ?

Toutes et tous sont victimes de l'incurie de ce gouvernement qui a géré la pandémie au prisme de l'économie néolibérales et des seules lois du marché sans jamais rien lâcher sur sa ligne politique de servir le capital.

C'est à cette population là que nous devons nous adresser. C'est elle qui doit mobiliser notre pensée pour leur permettre de regarder l'avenir par une autre fenêtre que celle du désespoir.

La technocratie ultra-libérale qui nous gouverne depuis bientôt quatre année, avec les pleins pouvoirs que lui octroie un état d'urgence qui n'en finit plus, ne leur offre que le mépris et des solutions individuelles culpabilisantes.

C'est dans ce contexte que s'annonce l'échéance de 2022 avec des élections présidentielles et législatives qui doivent être prises dans leur ensemble.

Le Parti Communiste Français, ses adhérents, ses sympathisants, s'interrogent sur les choix politiques et le rôle que nous devons tenir dans ce moment démocratique primordial.

Ce n'est pas la première fois dans son siècle d'existence que notre parti est amené à prendre des décisions courageuses face à des dangers graves et imminents. Peut-on considérer que la situation précédemment décrite dans le paysage politique que nous connaissons soit historiquement périlleuse? De nombreux éléments nous poussent à penser que le danger est bien réel.

Quand les idéologies fascistes gagnaient l'Europe au début des années 30 ou lorsque la France vivait sous le joug de l'occupant nazi et de la collaboration pétainiste, notre parti a été force motrice pour rassembler des forces politiques et sociales au-delà de leurs divergences profondes car la priorité était là. Et c'est dans ces périodes, même si elles furent courtes, que nos aînés se sont engagés sans réserve pour bâtir un socle social qui fait encore référence dans le monde malgré les attaques qu'il a subit. Et n'oublions pas que dans ces moments de notre histoire où notre parti, ses dirigeants et militants ont créé les conditions de gagner des conquêtes sociales majeures, ils pouvaient s'appuyer sur un rapport de force politique et syndical puissant.

Quelles analyses pertinentes tirons-nous des dernières élections.

Lors des Européennes, les communistes étaient fiers de porter une liste autonome. Chacune et chacun d'entre nous a salué la qualité de la campagne, l'engagement des communistes, la conception d'une liste ouverte au monde syndical et associatif. Malgré ces atouts reconnus de tous, notre résultat est inférieur à celui des « Animalistes ». Dans un scrutin proportionnel à un tour nous ne sommes même plus représentés au parlement de l'Europe. Notre parti a de fait disparu de la scène européenne ce qui nous affaiblit considérablement au sens politique car le travail de nos parlementaires était considérable à un niveau où se jouent de très grands enjeux.

Lors des municipales, même si nous limitons la casse, le bilan ne peut pas être qualifié de positif. Les municipalités que nous avons conservées ou reconquises sont le résultat d'une démarche rassembleuse. En de nombreux lieux nous avons conservé des élu-e-s dans des majorités municipales de gauche car nous avons travaillé au rassemblement sur des bases progressistes. Les lieux où la division a sévit, que ce soit de notre fait ou pas, nous avons perdu dans des villes qui nous ont été historiquement acquises. C'est bien la preuve que même dans des élections locales, dans des municipalités où nous avons des implantations militantes solides, la division nous a été fatale et ce sont les populations les plus défavorisées qui payent l'addition au-delà des conséquences politiques et matérielles que de tels échecs font peser sur notre parti. Le prochain rendez-vous électoral pour les sénatoriales s'annonce par conséquent bien compliqué.

Aujourd'hui, la gauche se prépare à aborder les échéances électorales nationales en ordre dispersé. Chacun y va de sa candidature et de son programme qu'il juge forcément le meilleur en sachant très bien qu'une telle configuration prépare un deuxième tour avec comme seul choix la droite extrême et l'extrême droite et une assemblée nationale à leur couleur. Voilà quel est le scénario que les forces de gauche présentent à celles et ceux qui essaient de survivre dans une société déshumanisée.

Et nous communiste comment allons-nous nous inscrire dans cette configuration politique ?

J'attends ce qui nous est proposé : présenter une candidature communiste et un programme gouvernemental de réelle transformation sociale, celui qui anime notre combat, celui qui est notre visée. Nous participerions donc à cette division des forces progressistes avec certes des ambitions légitimes mais dont l'accessibilité est peu crédible. De plus cette stratégie ferait peser sur notre parti le risque réel de ne plus pouvoir constituer un groupe parlementaire à l'assemblée nationale ce qui aurait des conséquences très graves sur la place du PCF dans le paysage politique français.

Ne serait-il pas plus utile que le PCF entre dans les débats politiques de cette campagne électorale qui s'engage en faisant preuve de responsabilité, en appelant au rassemblement avec comme propositions de participer à la construction d'un projet politique et comme perspective de gagner une majorité parlementaire de gauche avec un groupe communiste qui puisse réellement peser sur les orientations politiques.

Le débat démocratique tranchera. Il se peut que les communistes décident de proposer une candidature à la Présidence de la république. Auquel cas, faisons ce choix dans un esprit d'ouverture, ne fermons pas la porte aux possibilités de rassembler le plus largement possible les forces progressistes quelles soient politiques ou sociales. Faisons de la majorité

parlementaire une priorité, donnons toutes ces chances à la gauche de gagner car nous avons conscience des dégâts sociaux et sociétaux qu'occasionneraient une victoire de la droite ou de son extrême. A chacune de nos décisions politiques, notre responsabilité est engagée vis-à-vis de celles et ceux qui souffrent et qui ont un besoin impérieux d'espérer. Sachons leur donner une lueur d'espoir. Redonnons à la politique la grandeur qu'elle a perdue.